



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1220>

Grand Marché Transatlantique

- Solidaires -

Date de mise en ligne : jeudi 3 avril 2014

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Quand les Etats-Unis et l'Union Européenne projettent de se marier pour le pire et... pour le pire !

Le projet de Grand Marché Transatlantique, un cousin germain de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain) - car la grande puritaine n'en est pas moins polygame - devrait permettre aux actionnaires et aux patrons, grâce à la suppression de toutes les barrières non tarifaires et à l'harmonisation des droits des travailleurs, de se livrer une guerre économique dont la victime expiatoire sera le niveau de vie de la population : **baisse des salaires, remise en cause du droit du travail, suppressions d'emplois et chômage de masse, exclusion, casse des services publics et de la protection sociale, remboursement d'une dette illégitime...** Voilà ce qu'il y a dans la corbeille !



En s'engageant pour la vie avec le champion du capitalisme néolibéral avec pour demoiselles d'honneur les grand(e)s patron(ne)s américain(e)s, la dot ne peut que tenir de la logique sordide du marché capitaliste. Bref, un mariage de raison...

Et pour se convaincre de l'issue de cette funeste union, il suffit de jeter un oeil outre-Atlantique. La ville de Detroit, mise tout simplement en faillite, a été rendue exsangue financièrement par le patronat et les banques qui lui ont porté le coup de grâce en 2008 ! Face aux 18 milliards de dettes (au titre des aides fournies par la ville aux grandes entreprises), un administrateur d'urgence a été nommé pour vendre les services publics, liquider les prestations sociales acquises par capitalisation et faire procéder aux expulsions de ceux qui ne peuvent plus honorer leurs prêts immobiliers.

Tel serait donc le courtisan providentiel de l'UE pour conclure un accord de libre-échange : un État endetté à hauteur de 17000 milliards de dollars où les 20% les plus riches détiennent 85% de la richesse nationale, où les 1% les plus

fortunés ont accaparé 98% des gains de pouvoir d'achat dégagés en 2013 !

Et qu'en dit la commission européenne ? Dans son étude d'impact elle estime « *qu'il pourrait y avoir des coûts d'ajustement substantiels et prolongés, [et] des secteurs où les pertes d'emplois seront importantes et où les travailleurs pourront plus difficilement se reconvertir* », sans pour autant remettre en question le bien fondé de cet accord ! Des milliers d'emplois, et avec eux toutes les conquêtes sociales, sont bel et bien menacés par les conditions d'ouverture des frontières imposées par le patronat donneur d'ordres.

Pour Solidaires le contenu de cet accord est contraire aux intérêts des travailleurs et travailleuses de tous les pays. Il est urgent de le dénoncer, et de le combattre !